

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 92

Bulletin d'information du
MARS - Gauche Républicaine

L'UNIFICATION DU MARS ET DE LA GR : UNE ETAPE SIGNIFICATIVE DANS LA RECOMPOSITION DE LA GAUCHE

C'est fait ! Assistance nombreuse de militants d'Île-de-France et de province, discussions approfondies autour des textes soumis aux participants, un manifeste et une résolution politique adoptés à l'unanimité après avoir été amendés : l'assemblée générale commune du 24 mars a entériné dans l'enthousiasme la fusion du Mars et de la GR.

Certains bons esprits ne manqueront pas d'ironiser en soulignant que la somme de deux petites organisations est loin de créer un grand parti. Ce constat, nous sommes les premiers à le faire. Mais alors que la gauche traverse l'une des pires périodes de division - d'éclatement même - de son histoire, emprunter le chemin inverse pour dépasser des clivages obsolètes et unir nos forces constitue un événement significatif, ainsi qu'une étape importante dans le regroupement de celles et ceux qui placent leur engagement politique sous le signe de la République et du Socialisme.

Certes, nous avons encore beaucoup de grain à moudre avant de réunir en un seul parti les républicains de gauche. Mais l'unification du 24 mars marque un tournant : insensible aux sirènes royalistes et refusant le splendide isolement des sectes, le MARS-Gauche Républicaine inscrit son action dans le rassemblement de la gauche antilibérale, de même qu'il entend peser, de toute la force de ses idées, sur l'inévitable recomposition qui suivra les échéances électorales.

Pendant la première partie de l'Assemblée Générale, les échanges autour de notre manifeste « Au nom de la République et du Socialisme » ont traité de sujets très variés, qui constituent autant de pistes de réflexion pour notre organisation. Comment aborder grave le problème du réchauffement climatique tout en oeuvrant à un développement soutenu de notre planète? Comment répondre au défi énergétique lancé par l'épuisement progressif des réserves d'hydrocarbures ? Quelle importance accorder à la montée en puissance de pays comme la Chine

et l'Inde, qui est cependant loin de battre en brèche l'hégémonie américaine ? Quelle politique de défense pour la gauche, comment la combiner avec une politique active en faveur de la paix et du désarmement, quelle place accorder à la francophonie dans notre politique étrangère ? Comment faire vivre la laïcité face aux intégrismes religieux et aux dérives communautaristes, sans discriminer une religion par rapport aux autres ?

Le débat consacré au cadre européen a permis de mettre en évidence l'un des aspects essentiels de notre politique. Nous sommes partisans d'une construction politique de l'Europe, mais nous refusons que celle-ci serve l'orientation libérale que le « traité constitutionnel » de l'UE prétendait inscrire dans le marbre. Et si un gouvernement français vraiment de gauche se heurtait, dans l'application de sa politique, aux traités et directives de l'UE, c'est la souveraineté populaire qui devrait s'imposer quitte à dénoncer ce que les gouvernements antérieurs ont signé. Pour cela, nous devons élargir nos marges de manœuvre en encourageant la mobilisation citoyenne, en redonnant des couleurs à la démocratie par la fondation d'une VIème République Et en misant sur l'effet d'entraînement en Europe d'une politique sociale et républicaine mise en œuvre dans notre pays : n'est-ce pas, même si le contexte est différent, ce qui se passe en Amérique latine ?

Mais pour prendre un tournant d'une telle importance, les républicains de gauche ont d'abord à faire preuve de volonté et de détermination. C'est l'esprit de 1789, de la Commune et de la Résistance qui doit nous inspirer !

Nous publions ci-dessous le communiqué intégral adopté à la fin de l'AG du 24 mars. La rédaction définitive du manifeste et de la résolution politique est en cours. Nous les ferons parvenir prochainement aux lecteurs de Combat Républicain.

COMMUNIQUE DU SAMEDI 24 MARS

**A l'issue de leur réunion nationale commune, le Mars et la Gauche Républicaine fusionnent.
Naissance du MARS-Gauche Républicaine.**

Aujourd'hui, à l'issue de leur réunion nationale commune, le Mars et la Gauche Républicaine, constatant la convergence de leurs points de vue et de leurs actions depuis leur création respective en 2003, ont décidé de fusionner. Ce nouveau mouvement politique, le MARS-Gauche Républicaine, a élu un bureau national de 16 membres dans lequel on retrouve notamment Eric Coquerel, président du mouvement, Pierre Carassus, secrétaire général, le syndicaliste André Deluchat. Hayat Dhalifa et Michel Naudy en seront les porte-parole. Intégrant des groupes locaux, plusieurs centaines de militants et sympathisants implantés dans 31 départements et de

nombreux élus en Île-de-France et en province (conseillers généraux, maires, élus municipaux), le Mars-Gauche Républicaine a adopté ce 24 mars un manifeste fondateur intitulé « Au nom de la République et du Socialisme ».

A l'issue de la réunion a été votée la résolution politique suivante : « Le Mars-Gauche Républicaine confirme sa volonté de contribuer à la refondation de la gauche à partir de la vocation transformatrice, égalitaire et émancipatrice qu'elle a trop souvent mise de côté comme en témoigne la dérive sociale-libérale. Ce qui implique d'oeuvrer au rassemblement de la gauche de transformation dans les années à venir, dans sa configuration large de la bataille

contre le TCE (de la gauche du PS à l'extrême gauche). Car il s'agit de construire non un parti « à gauche de la gauche » mais un débouché politique correspondant à l'aspiration antilibérale majoritaire dans notre pays en s'adressant à l'ensemble du « peuple de gauche » et des classes populaires. Malgré l'échec d'une candidature commune à la présidentielle, le Mars-Gauche Républicaine, sur le plan local comme sur le plan national, cherchera donc à faciliter des accords unitaires de la gauche antilibérale aux élections législatives de juin prochain. Il sera en effet nécessaire, quelle que soit la situation, d'envoyer le plus grand nombre d'élus antilibéraux à l'Assemblée Nationale ce qui implique de dépasser les divisions actuelles partout où cela est possible.

Même si la gauche de transformation a échoué à présenter un candidat commun à l'élection présidentielle, le Mars-Gauche Républicaine considère que le résultat à cette élection sera évidemment très important pour le pays. Il dénonce le danger d'une droite aiguillonnée par la puissance du FN. L'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy serait une véritable victoire de la réaction et du capitalisme mondialisé, une rupture avec tout ce qui reste de tradition gaulliste à la droite française. Mais le Mars et la Gauche Républicaine considèrent que l'ancrage à droite de François Bayrou et de son programme ne constitue en aucune manière un rempart républicain contre Sarkozy. Pire, il brouille dangereusement la distinction gauche/droite en renvoyant au final au modèle politique américain. Pour ces raisons, même en cas de duel avec Sarkozy au 2ème tour, nous ne saurions appeler à voter pour Bayrou - et à fortiori au 1er tour.

Notre volonté est donc claire : battre la droite et l'extrême droite mais sans illusions sur le pacte présidentiel

de Ségolène Royal ni dans ses capacités à réunir un gouvernement et une majorité parlementaire capables d'appliquer la politique de gauche dont le pays a besoin. Son essence social-libérale explique d'ailleurs les difficultés de la candidate à profiter des difficultés de Nicolas Sarkozy à rassembler son propre camp. Ce constat nous amène à utiliser le premier tour pour envoyer un double message : la nécessité de battre la droite et celle de changer la gauche malgré l'incapacité regrettable qu'a eue la gauche antilibérale à ne pas s'unir. Pour cette raison, le Mars-Gauche Républicaine propose à ceux qui se reconnaissent dans les idéaux de la République sociale à voter au premier tour pour les candidats de la gauche antilibérale qui ont été du rassemblement unitaire contre le TCE et qui exprimeront leur volonté claire de se désister pour le (la) candidat(e) de gauche le mieux placé (e) au second tour. »

Composition du Bureau national :

Eric Coquerel (Président), Pierre Carassus (Secrétaire Général), René Assandri (Trésorier et Secrétaire national au développement durable).
Secrétaires nationaux : Jeannick Le Lagadec (à l'éducation et à la question des femmes), André Deluchat (au mouvement social et syndical), Claire Pessin-Garric (aux relations avec les élus), François Cocq (aux études et à la jeunesse et à l'organisation), Joelle Ellert et Nicolas Pommiès (aux relations internationales), Alain Bousquet et Dominique Fie (aux départements), Pierre Mascomère (à l'économie), Nicolas Gravilenko (à l'organisation).
Rédacteur en chef de Combat Républicain : Gilles Baudin. Porte-Parole : Hayat Dhalifa et Michel Naudy.

HUMEUR. TOTAL, LA DETTE PUBLIQUE ET LES PROFITS. Un article de notre camarade Pierre Mascomère paru dans Faits & Arguments, bulletin de la Gauche citoyenne des Yvelines.

L'entreprise Total a réalisé près de 13 milliards d'euros de profits après impôts. L'association de consommateurs UFC-Que Choisir, très active, propose la taxation de ces superprofits. A cet effet, elle démontre l'existence d'une véritable « rente » au bénéfice de l'entreprise et au détriment des consommateurs. Cette association emboîte le pas à ses sœurs US qui demandent aussi la taxation des superprofits d'Exxon Mobil.

Ces profits, réalisés, en ce qui concerne Total, pour plus de moitié à l'étranger, proviennent d'abord de la hausse du pétrole, mais aussi de la faiblesse relative des investissements dans le secteur pétrolier. Ces sous-investissements sont préjudiciables à moyen et long terme à l'intérêt général.

Mais que vient faire l'intérêt général en la matière ? Total est bien une entreprise stratégique pour la France et l'Europe. Elle pourrait cependant fort bien faire l'objet d'une OPA de la part de ses sœurs US. Qu'a prévu le gouvernement français en la matière ? Que Total fasse un maximum de profits pour pouvoir se défendre. Et si les actionnaires ont intérêt à se faire avaler, comme ceux d'Arcelor par Mittal ?

On entend le gouvernement actuel et nombre de politiques de tous bords parler de la dette publique et de sa charge (charge alourdie d'ailleurs à chaque augmentation des taux par la BCE !). On n'entend pourtant pas critiquer la (très) mauvaise gestion financière des gouvernements successifs qui ont jugé bon de privatiser complètement et Elf et Total.

Car enfin, quelle serait la valeur aujourd'hui de ces actions par rapport au prix de leur cession ? En tout état de cause, la contrepartie de la dette publique aurait été

largement valorisée.

Mais qui en parle : Ségolène ? Bayrou, Sarko ? Attention, terrain miné...Le tiers de la dette résulte de la « désinflation compétitive » du couple Bérégovoy - J.C. Trichet. Chut ! Mais, point important, les actions d'alors de Total et Elf étaient la propriété de tous les Français. Elles sont maintenant, très majoritairement, la propriété des plus aisés d'entre eux. Et c'était bien là une raison majeure de cette opération, lamentable pour les finances publiques à moyen terme, lamentable à tous points de vue pour le long terme, mais juteuse, très juteuse pour ceux qui avaient la possibilité d'y participer. Il ne fallait donc pas les priver de ce pactole. Qu'importe l'intérêt stratégique du pays, qu'importe la mauvaise gestion...Le qualificatif pillage serait sans doute approprié...

Les entreprises de l'énergie doivent être au service de l'intérêt général, elles doivent devenir des EIEG : Entreprises d'Intérêt Economique Général, françaises ou européennes, avec l'aide d'un pôle financier public. Les directives européennes énergie doivent être révisées.

LES SALARIES DE L'ANPE EN GREVE LE 29 MARS

L'ensemble des organisations syndicales de l'ANPE (CGT, CFDT, FO, SUD, UNSA, CGC, etc.) appellent les salariés à observer une journée de grève jeudi 29 mars et à manifester contre le projet de réforme gouvernemental du statut de l'agence. Ce projet prévoit l'externalisation de plusieurs activités et la mise en œuvre de filiales commerciales de droit privé. A terme, c'est le démantèlement de ce service public que le projet annonce.

Une lectrice de Combat Républicain